

## CLARIFICATIONS

**Intitulé de l'Appel à Propositions:** « Programme d'Insertion sur le Marché de l'Emploi (PIME)»

**Référence du marché:** BFA23004-10072

N°	Questions	Réponses
1.	Dans le cadre de l'appel à propositions de ENABEL, il est dit que l'action sera réalisée dans douze (12) communes que sont : Andemtenga, Kando, Koupela, Pouytenga, Tansobentenga, Yargo, Dialgaye, Kouritenga, de Garango, Komtoèga, Boulgou, Mogtèdo et Zorgho. Hors en comptant c'est 13 communes, alors quel est le chiffre exact ?	Il s'agit bien de 12 communes qui sont: Andemtenga, Kando, Koupela, Pouytenga, Tansobentenga, Yargo, Dialgaye, Garango, Komtoèga, Tenkodogo, Mogtèdo et Zorgho..
2.	Un consortium d'associations burkinabé qui veut postuler a son lead qui n'a pas de comptes audités ces deux dernières années et le budget des audits de 2024 est acquis et aura lieu en décembre, par ailleurs le codemandeur dispose des comptes audités ces 2 dernières années, est ce possible ?	Le demandeur doit disposer d'états financiers certifiés par un organisme indépendant (auditeur ou commissaire aux comptes). <b><u>Les codemandeurs ne sont pas tenus de soumettre des états financiers certifiés par un auditeur externe.</u></b>
3.	Nous aimerions savoir si tous les métiers listés doivent être pris en compte dans la proposition ?	Les métiers listés ont fait l'objet d'une consultation profonde avec toutes les parties prenantes surtout les potentiels bénéficiaires. Si vous aviez bien regardé dans la partie choix des métiers et modalités, nous avons dit de privilégier ces métiers. Ce qui veut dire qu'en principe, vos propositions doivent faire ressortir le maximum de ces métiers ou la totalité si toutefois votre montage du dossier le permet.
4.	Par ailleurs, certains bénéficiaires notamment les femmes pourraient identifier des métiers qui ne sont pas sur la liste prioritaire. Dans ce cas, est ce que les contractants pourraient faire des dérogations en termes d'innovations ?	Nous savons tous qu'une insertion bien reçue dépend du choix des métiers, les femmes ont participé aux différentes étapes de processus d'identification et de validation des métiers, ce qui sous-entend que leurs besoins ont été exprimés et pris en compte...Si vous souhaitez faire des innovations, il faudra démontrer dans votre proposition que ces métiers que vous proposez auront un impact significatif sur la vie de ces femmes. Les métiers à ajouter pourraient se comprendre aisément dans le volet Accès à la formation professionnelle notamment les Formations initiales et dans une moindre mesure de perfectionnement.

		Par ailleurs, ces innovations doivent être en lien avec les orientations stratégiques des lignes directrices.
5.	Nous souhaiterions savoir si ces soutiens doivent prendre en compte la proportion des populations hôtes à incorporer dans le projet ?	En tant que structure ayant une grande expertise dans le domaine de la formation professionnelle, il vous appartient de justifier les raisons qui vous permettront d'administrer ces actions aux communautés hôtes. Parmi les communautés hôtes, il y a des personnes vulnérables... Tout dépendra de votre dispositif de ciblage des bénéficiaires, hôtes à former.
6.	Est-ce que ces soutiens peuvent prendre la forme de fonds à verser de manière périodique aux bénéficiaires ?	Oui... par exemple il y a des frais de motivation à payer aux jeunes apprenants
7	Dans la formulation des curricula et des modules de formation, il n'est pas exclu de faire intervenir les services techniques déconcentrés de l'Etat. Ces services peuvent-ils être considérés comme des sous bénéficiaires ou membres du consortium ?	Dans le cas où vous voulez travailler avec les services techniques comme sous bénéficiaire, il faut que ça soit dans le sens de développer et de proposer des offres de formations innovantes qui n'existaient pas dans la région... la page 13/24 précise les potentiels sous bénéficiaires.. Les services techniques n'en font pas partie.  Par contre, vous pouvez en toute liberté travailler avec des partenaires dans le strict respect de vos processus de procurement avec les STD afin de faciliter l'élaboration des modules.
8	Devons-nous nous enregistrer en avance ? Si oui, bien vouloir partager le lien d'enregistrement avec nous si besoin en est.	Vous n'avez pas besoin de vous enregistrer ; vous pouvez vous présenter directement aux locaux d'Enabel (l'adresse est mentionnée dans les lignes directrices de l'appel à propositions).
9	Les 3 centres ou opérateurs de formation doivent-ils être identifiés uniquement que dans le Boulgou, le Kouritenga et le Ganzourgou ?	<b>OUI, les 3 centres ou opérateurs de formation doivent être identifiés dans le Boulgou, le Kouritenga et le Ganzourgou</b>
10	Il est prévu une contribution dans le cas d'octroi d'une subvention en cascade d'au moins 15% de la valeur de la subvention, est-il exigé une contribution ou cofinancement au demandeur ou Co demandeur ? si oui quel est le pourcentage ?	<b>Oui, si un sous bénéficiaire compte octroyer une subvention à un deuxième sous bénéficiaire, ce dernier doit prévoir une contribution de 15% de la valeur de la subvention, sur fonds propres, contribution en nature ou crédit.</b>
11	Pour être éligible, il faudrait avoir une présence dans toutes ces régions ou avez-vous défini un certain nombre ?	Non, il suffit d'avoir une présence dans l'une des régions.
12	Est-ce que les Centres privés peuvent être impliquer dans les actions de formation et d'offres de formations innovantes ;	Oui. Nous voulons renforcer l'écosystème de formation professionnelle au niveau local

13	Métiers Transformation agroalimentaires : Absence d'indicateur en lien avec l'agroalimentaire	Il n'y a pas d'indicateurs spécifiques pour un métier. Tous les jeunes formés dans les différents métiers sont comptabilisés par métier
14	24 mois à 30 mois : développer au niveau du ministère ? 24 Mois serait-il suffisant pour finaliser les documents ? Ou dans un sens ou dans un document ou des compétences clés ont et déjà recensée ?	Il faut mettre l'accent sur les formations de courte durée afin de maximiser sur l'impact de l'intervention. En ce qui concerne l'élaboration des référentiels pour certains métiers, merci de privilégier les modules de formations faisant ressortir les compétences clés pour les métiers qui n'ont pas de référentiels.
15	Zone d'intervention : Les communes inaccessibles ? Ou bien les soumissionnaires doivent proposer une approche pour couvrir ces zones	Toutes les communes sont accessibles. Par ailleurs, il appartient à la structure contractante de développer des stratégies pour délivrer. Dans tous les cas, si au moment de l'exécution du projet, il y a des difficultés liées à l'accès dans une zone, cette question pourra faire l'objet d'analyse.
16	Les organisations doivent elles être établies et/ou représentées au Burkina Faso ; qu'est ce que ça veut dire?	Oui, les organisations doivent être établies ou représentées au Burkina ; c'est-à-dire qu'elles doivent disposer de documents officiels qui leur permettent d'exercer des activités de manière légale au Burkina Faso.
17	Les anciens bénéficiaires contractants peuvent-ils être co-demandeur, ou associés ?	Oui
18	Nombres limite d'associé, codemandeurs pour un subside?	Pas de limites
19	Est ce qu'il y a des possibilités de Co-financement?	Le cofinancement est possible mais une action ne peut pas faire l'objet d'un double financement
20	Filières identifiées : y'a-t-il eu un travail de diagnostic fait ? Défis et difficultés ?	Oui, sur la base des documents au niveau national et les rencontres d'échanges préliminaires avec les acteurs
21	Eléments pris en compte par certains PMOS, Faut-il prendre en compte encore des aspects comme la formalisation ?	Bien sûr on peut prendre en compte l'aspect formalisation soit en synergie ou non

22	Femmes permis de conduire ? Pourquoi ?	Sur la base d'un constat général et Enabel souhaite démystifier ce métier en faveur des femmes dans le cadre de ce présent appel
23	Certification des Compte de l'organisation audit global ? Les 2 dernières années. Pour le projet ou pour l'organisation ?	Pour l'organisation
24	Listes des PMOs déjà disponibles dans le cadre du programme	INERA (semences), IRASAT (Agroécologie), Consortium PPI-Rikolto-INADES (Structuration des filières riz, arachide, maraichage et PFNL), Directions Régionales agricultures Plateau central et Centre Est (Appui Conseil technique) ; CEAS Burkina (Autonomisation du centre d'innovation) ; TRIAS (Accès au financement)
25	VBG ? Comment cibler cette couche particulière ? 1 seul subside ? Critères de vulnérabilité	Le ciblage de tous les bénéficiaires est laissé à l'appréciation de la structure Oui un seul Subside sera accordé Par rapport aux critères de vulnérabilité, c'est à la structure de les définir en fonction de son expertise dans le domaine de la formation professionnelle
26	Ciblage des bénéficiaires ? Quotas par Communes ? Ou bien en fonction des besoins ?	Les 1100 sont une cible globale, il appartient à la structure postulante de les répartir par commune et en fonction des besoins
27	Faut-il prendre en compte toutes les communes? Par appel à proposition?	Oui, il faut prendre en compte toutes les communes dans l'appel à proposition
28	<b>TVA:</b> Une organisation doit-elle être exonérée pour postuler?	L'organisation qui soumet une demande doit fournir la preuve qu'elle est en règle par rapport à ses obligations fiscales et sociales (quitus fiscal et CNSS). A défaut, elle doit fournir les documents qui démontrent qu'elle est exonérée du paiement des taxes fiscales et sociales. Les documents doivent être fournis lors de la deuxième phase ( proposition complète).
29	Coordination: Qui coordonne ?	Enabel n'a pas recruté une structure pour faire la coordination de la mise en œuvre de cette action. C'est Enabel qui assure cette tâche

30	Pérennisation et durabilité des actions en lien avec la formation professionnelle	Enabel est plus dans le faire faire, il appartient au bénéficiaire contractant de proposer des actions à même d'assurer la durabilité et la pérennisation des acquis dans le cadre de cet Appel à propositions.
31	Une organisation non gouvernementale dont le siège social est en dehors du Burkina Faso mais qui dispose d'un bureau au Burkina Faso ainsi que d'une convention d'établissement est-elle bien éligible?"	Oui, Une organisation non gouvernementale dont le siège social est en dehors du Burkina Faso mais qui dispose d'un bureau au Burkina Faso ainsi que d'une convention d'établissement est bien éligible à cet AP.
32	Est ce qu'une Organisation peut être co-demandeur dans deux propositions? C'est à dire participer à deux consortium?	Une Organisation ne peut pas être codemandeur dans deux propositions ; merci de vous référer aux lignes directrices, page 14, paragraphe visibilité : <i>Un codemandeur ne peut pas soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à propositions.</i>
33	Concernant le remplissage de la fiche d'entité légale société privée, pour une ONG internationale ayant l'autorisation d'exercer au Burkina avec les diverses conventions nécessaires, est-ce qu'il est demandé les informations concernant le siège social de l'entité (à l'international) ou le siège au Burkina Faso? Pour les documents qui doivent être joints à cette fiche, est-ce qu'il s'agit encore des documents officiels concernant le siège social à l'international ou le siège au Burkina Faso	-Vous pouvez fournir les informations concernant le siège du Burkina Faso -Vous pouvez fournir les documents officiels concernant le siège du Burkina Faso
34	Concernent la soumission des statuts ou articles d'association, pour une ONG internationale est-ce que la soumission des statuts du niveau international est acceptable	Vous pouvez fournir les statuts du niveau international et/ou du niveau national
35	Il est noté comme critère de recevabilité des demandeurs (2.1.1) de « Pouvoir justifier d'expériences précédentes de 05 ans au moins avec un ou des bailleurs de fonds international (aux) en lien avec les thématiques de la Formation et Insertion professionnelles, de l'Entrepreneuriat et du Relèvement économique local ». Toutefois les documents exigés à l'étape de soumission de la note conceptuelle ne permettraient pas de démontrer cette expérience. Est-ce qu'une ce critère pourrait	En plus de la note conceptuelle qui doit être remplie conformément aux instructions du dossier de demande subsides ( PARTIE A), vous devez fournir les documents requis au niveau des lignes directrices- paragraphe 2.1.1 Recevabilité des demandeurs . Une partie de ces documents est destinée à démontrer votre expérience.

	être utilisé comme raison pour la non prise en compte de la Note Conceptuelle?	
36	Notre organisation est enregistrée localement avec du personnel local mais ses statuts sont liés à notre organisation basée aux Etats-Unis. Par conséquent, selon les réglementations INTPA de l'UE, elle est considérée comme une entité américaine. Une entité américaine peut-elle demander cette subvention spécifique ?	Les appels à proposition d'Enabel sont ouverts ; votre entité est éligible pour déposer un dossier pour cette subvention. Vous devez fournir les documents requis au niveau des lignes directrices- paragraphe 2.1.1 Recevabilité des demandeurs.
37	Les candidats sont-ils censés atteindre tous les objectifs indiqués dans les lignes directrices mentionnées à la page 6 ?	Tout à fait les candidats doivent atteindre au minimum tous les objectifs indiqués dans les lignes directrices.
38	Tout d'abord, je souhaiterais obtenir des précisions concernant les critères d'éligibilité pour déposer une candidature en tant que demandeur principal. Le montant maximal attesté pour la bonne fin d'un projet dont nous disposons, signé par un bailleur (Enabel dans notre cas), s'élève à XXXXXXXXXX €.	Les critères d'éligibilité sont ceux prévus dans les lignes directrices point 2.1.1 Recevabilité des demandeurs [demandeur et codemandeur(s)]  Concernant votre attestation de bonne fin, le comité d'évaluation statuera sur le cas et prendra sa décision sur base de la grille d'évaluation de la note conceptuelle (grille F1a-documents pour information).
39	Pourrions avoir une précision sur la tranche d'âge à considérer pour les jeunes ? c'est-à-dire c'est jusqu'à quel âge maximum ?	En tant que structure ayant une expérience confirmée dans la formation professionnelle, il vous appartient définir la ou les tranches adaptées aux actions de formation et d'insertion socioprofessionnelle
40	Dans la contexte de la fragilité des zones ciblées et du phénomène migratoire les formations aux métiers et formations initiales peuvent-elles y inclure les jeunes adolescents de 14 à 18 ans par exemples .	La latitude est laissée aux structures postulantes de développer une stratégie de ciblage cohérente et adaptée conformément aux groupes cibles proposés dans les lignes directrices.

<p>41</p>	<p><b><u>Liste des documents à fournir avec la note conceptuelle</u></b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les statuts, règlements intérieurs ou articles d'association du demandeur et des éventuels codemandeurs ;</li> <li>2. Un rapport d'audit externe produit par un contrôleur des comptes agréé, certifiant les comptes du demandeur. <b>Les éventuels codemandeurs ne sont pas tenus de remettre un rapport d'audit externe ;</b></li> <li>3. Une copie des états financiers les plus récents du demandeur (compte de résultat et bilan du dernier exercice clos). <b>Les éventuels codemandeurs ne sont pas tenus de remettre la copie de leurs états financiers ;</b></li> <li>4. La fiche d'entité légale (voir annexe D des présentes lignes directrices) dûment complétée et signée par chacun des demandeurs (c'est-à-dire le demandeur et chacun des éventuels codemandeurs), accompagnée des documents justificatifs demandés ;</li> <li>5. Les expériences précédentes de 05 ans au moins avec un ou des bailleurs de fonds international (aux) en lien avec les thématiques de la Formation et Insertion professionnelles, de l'Entrepreneuriat et du Relèvement économique local ;</li> <li>6. une attestation de bonne fin signée par le bailleur prouvant que le demandeur a géré un contrat équivalent à 50% du montant demandé pour cet appel à propositions;</li> </ol>
-----------	--	---